



## COMMUNIQUE DE PRESSE - 16 AOUT 2010

---

CONSULTATION POPULAIRE DE L'UDC :

### ***Le CRAN dénonce un système totalitaire anti-étrangers que met progressivement en place l'UDC, parti gouvernemental, avec l'estampille «Qualité suisse»***

En matière de campagnes politiques, les actions d'éclat de l'UDC (Union démocratique du Centre), premier parti de Suisse grâce à sa très soutenue mono-production de boucs-émissaires étrangers, est des plus éloquentes depuis près d'une décennie :

- En 2004, lors de la votation sur les naturalisations facilitées, à son initiative, l'UDC exprime son opposition par des affiches montrant des mains de rapaces se saisissant avidement de passeports suisses. Horrifiée, l'ONU dépêchera en Suisse un de ses Rapporteurs spéciaux pour documenter sur la réalité des pratiques politiques racistes de ce tout récent membre (adhésion en 2002).
- En 2007, la campagne électorale fédérale donne l'occasion à l'UDC de surfer à nouveau sur les thèmes xénophobes et racistes avec une éclatante affiche montrant trois moutons blancs chassant un mouton noir d'un pré aux couleurs de la Suisse. L'audace de cette affiche est telle que des quatre coins du monde, les médias pointent leurs projecteurs sur cette véritable pièce de collection très répugnante que s'arrachent surtout multiples partis néonazis à travers le monde.
- En 2009, une affiche manifestement islamophobe, illustrant des minarets sous la forme d'obus, aboutit au succès d'une initiative populaire inscrivant dans la Constitution l'interdiction de construire des minarets en Suisse. La vague d'indignation mondiale amène notamment le Conseil de l'Europe, dont la Suisse est membre, à inviter notre pays à abroger cette interdiction discriminatoire pour les communautés musulmanes.

Par ailleurs, dans cette Suisse qui se veut « propre en ordre », les déjections saisonnières de l'UDC font parfois se pincer le nez quelques représentants de la classe politique. « Nauséabond ! », a lâché la ministre fédérale des Affaires étrangères, Mme Micheline Calmy-Rey. « Fascisme ! », s'est écrié M. Patrice Mugny, ministre de la culture à Genève. Mais, en général, un silence assourdissant des responsables politiques accompagne l'émanation de ces effluves pourtant toxiques pour la démocratie et l'Etat de droit.

Aujourd'hui, l'UDC va encore plus loin. Dans la perspective des prochaines votations (sur la criminalité étrangère, en septembre 2010) et échéances électorales (élections fédérales de 2011), ce parti ressort sa lourde batterie obsessionnellement dirigée contre les étrangers et fixe déjà l'enjeu central du débat politique national d'ici à l'année prochaine.

A la veille de la Fête nationale (1<sup>er</sup> août), l'UDC a fait parvenir aux 4 millions de ménages suisses une copieuse publication de 24 pages. Présentées pêle-mêle, des données et images erronées ou détournées de leur sens stigmatisent, diabolisent et clouent au pilori les étrangers. D'éloquents titres de chapitre (« Combien d'étrangers et quel genre d'étrangers voulons-nous ? », « Jusqu'où tolérer la présence de l'Islam ? », « Voulons-nous compromettre l'avenir de nos enfants ? », etc.) convergent vers des mesures que l'UDC invite à soutenir : résiliation de l'accord de libre circulation des personnes (signé avec l'Union européenne et accepté par le peuple suisse), déclaration de loyauté des immigrants, naturalisation à l'essai, renvoi systématique des étrangers criminels, etc.

Au vu de ce qui précède,

**Le CRAN condamne** avec vigueur la vaste « consultation populaire » de l'UDC visant à faire partager à l'ensemble de la population suisse sa vision xénophobe et à les entraîner dans un système totalitaire anti-Etrangers.

**Le CRAN dénonce** en particulier les amalgames, les omissions et autres inexactitudes contenus dans cette consultation et générés pour créer de toutes pièces la peur de «l'autre», des étrangers. En accréditant ainsi l'idée qu'un criminel suisse serait moins dangereux qu'un criminel non-suisse, l'UDC ne répond qu'au sentiment d'insécurité et non au problème de la criminalité. Plutôt que de rassurer, ce parti préfère allumer et entretenir le feu de la haine et de l'exclusion de « l'autre » par la stigmatisation et la discrimination.

**Le CRAN déplore** cette déviation insistante de l'identité suisse par un parti qui estampille ses productions anti-Etrangers par un label dit « Qualité suisse ». L'UDC donne ainsi au monde extérieur l'image d'une identité suisse jusqu'ici inscrite dans la diversité culturelle, par l'inclusion et le respect de toutes ses minorités, et qui dérive désormais, en ce XXIe siècle naissant, vers l'intolérance des minorités culturelles.

**Le CRAN reste très préoccupé** par le climat d'insécurité et le mal de vivre dans lequel le discours sécuritaire xénophobe de l'UDC finit par enfermer les étrangers, en particulier les minorités d'origine africaine qui composent aussi la nation suisse. Par leur évidente visibilité, ces minorités sentent constamment pointées sur eux un doigt accusateur à travers les illustrations stigmatisantes et généralisantes que l'UDC, donne régulièrement en pâture à l'opinion publique. Les délits de faciès qui frappent régulièrement les Noirs, notamment beaucoup de jeunes, se trouvent ainsi stimulés ou renforcés auprès des agents de l'ordre.

**Le CRAN attire l'attention** du reste de la classe politique sur la dangerosité pour la paix et la cohésion sociales du discours haineux d'un parti pourtant gouvernemental et tenu à être plus responsable. Notre organisation en appelle à l'adoption et au respect des principes déontologiques contenus dans la *Charte européenne contre les discours racistes en politique*. Le vice-président francophone de l'UDC, M. Yvan Perrin, affirme en effet obstinément : « *Nous irons aussi loin que la loi nous le permet* ». La loi seule - très imparfaite du reste - ne devrait pas être l'unique limite aux dérives d'un électoralisme xénophobe.

**Le CRAN appelle** toutes les forces vives du pays, attachées à un Etat de droit respectueux de ses minorités, à s'unir et à s'opposer à la toute-puissance d'un populisme qui tétanise souvent la classe politique par sa capacité financière et son absence de toute éthique face à l'altérité. Nous nous devons d'arrêter ensemble cette négation récurrente des valeurs fondamentales suisses, glissement inexorable vers un totalitarisme anti-Etrangers aux lendemains terrifiants.

Fait à Berne, le 16 Août 2010

Pour le Conseil de gestion du CRAN,

Les Porte-paroles:

André Loembe, Vice-Président (079 345 08 52)

Mutombo Kanyana, Secrétaire général (022 343 87 93)

*Communiqué envoyé à :*

- Mme la Présidente de la Confédération helvétique
- Mmes les Présidentes du Parlement suisse (Conseil des Etats et Conseil national)
- Chefs des partis politiques
- Ambassadeurs des pays africains en Suisse
- Haut Commissariat de l'ONU pour les Droits de l'homme
- Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD)
- Commission fédérale contre le racisme (CFR)
- European Council on Racism and Intolerance, Strasbourg (ECRI)
- Presse nationale et internationale représentée en Suisse
- ONG actives dans la défense de la dignité et des droits humains